

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 33/024/2008 (Public)

ÉFAI

8 septembre 2008

Pakistan. Le nouveau président doit changer radicalement la politique d'atteintes aux droits humains héritée du passé

Alors qu'Asif Ali Zardari, nouveau président élu du Pakistan, se prépare à prêter serment pour son entrée en fonctions, Amnesty International lui lance un appel pour lui demander de prendre quatre mesures visant à changer radicalement le bilan de son pays en matière de droits humains.

L'organisation lui demande instamment, ainsi qu'au gouvernement dirigé par son parti de :

- divulguer le sort des centaines de victimes de « disparitions forcées » ;
- rétablir dans leurs fonctions tous les magistrats illégalement relevés de leurs fonctions par l'ancien président Pervez Musharraf en novembre 2007 ;
- commuer les peines de mort de plus de 7 000 personnes actuellement en attente de leur exécution ;
- protéger la vie des civils vivant dans les zones tribales du Pakistan.

L'organisation appelle le gouvernement à ne pas différer sa promesse de traiter de la situation terrible des nombreuses familles de « disparus » en dressant et en publiant la liste des noms de tous les détenus aux mains du gouvernement.

Selon l'organisation, la situation des droits humains au Pakistan restera sombre tant que le pays ne disposera pas d'un appareil judiciaire efficace et indépendant.

Amnesty International a également rappelé au nouveau président l'engagement pris publiquement par son parti et le Premier ministre de commuer toutes les peines capitales déjà prononcées - ce qui constituerait la plus grande commutation de masse de l'histoire récente. Ce serait un premier pas vers un moratoire général, avant l'ultime étape de l'abolition de la peine de mort.

Enfin, Amnesty International reconnaît que les préoccupations du gouvernement pakistanais concernant la sécurité dans les zones tribales du Pakistan sont légitimes, tout en demandant instamment au nouveau président de veiller à ce que les opérations menées par les forces de sécurité aient pour objectif la protection des civils. Les opérations des forces de sécurité et les actions des extrémistes ont provoqué des déplacements internes massifs de centaines de milliers de personnes et la perte de nombreuses vies civiles.

Complément d'information

Le 6 septembre, le parlement élu a procédé à l'élection du nouveau président au Pakistan.

Pervez Musharraf a démissionné de ses fonctions le 18 août, lorsque le gouvernement nouvellement élu au Pakistan l'a menacé d'une procédure de destitution. Asif Ali Zardari a été élu à la tête de la présidence par les membres du parlement national et des quatre assemblées provinciales formant le collège électoral pour l'élection d'un président. Asif Ali Zardari est veuf de l'ancien Premier ministre Benazir Bhutto, assassinée le 7 décembre 2007. Il est devenu chef du Parti du peuple pakistanais (PPP) à sa mort.